

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mai 2018

EQUILIBRE DANS LE SECTEUR AGRICOLE ET ALIMENTAIRE - (N° 902)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

SOUS-AMENDEMENT

N° 2733

présenté par

M. Prud'homme, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Quatennens, M. Ratenon,
Mme Ressiguiier, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine

à l'amendement n° 2256 du Gouvernement

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 14 QUATER, insérer l'article suivant:**

Compléter l'alinéa 2 par les mots :

« dans un rayon de 200 mètres. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Des études récentes menées par des associations ont rendu public des analyses montrant que les pesticides sont présents à l'intérieur des habitations (situées entre 5 et 500 m des Vignes) et une école (située à 50 m de la vigne) dans le Médoc. Des résidus ont été trouvés dans 100 % des lieux testés avec une moyenne de 16 résidus par lieu. Certains des pesticides trouvés sont interdits et même depuis longtemps. Il apparaît ainsi évident que les dispositifs de protection prévu au 2° de l'article L. 253-1 du code rural et de la pêche maritime sont insuffisants pour préserver les riverains et les publics à proximité.

Le rapport de l'INSERM paru en 2013 sur les pesticides et la santé atteste de l'impact des pesticides sur la santé des utilisateurs mais aussi des riverains de zones cultivées. Il est donc urgent d'agir pour préserver la santé des riverains des zones agricoles en créant une « zone tampon » dans un rayon de 200 mètres autour des lieux de vie et des lieux pouvant accueillir du public. En l'occurrence ici, "les zones attenantes aux bâtiments habités et aux parties non bâties, à usage d'agrément, contiguës à ces bâtiments" ciblées par le Gouvernement.

Il s'agit purement et simplement d'une mise en application de la Directive Cadre Européenne 2009/129/CE « Pour une utilisation durable des pesticides » qui stipule : « L'utilisation des produits phytosanitaires doit être restreinte ou interdite dans certaines zones spécifiques, dont les zones utilisées par le grand public et les groupes vulnérables. Dans ces zones, des mesures appropriées de gestion des risques sont prises et l'utilisation de produits phytosanitaires à faible risque et des mesures de lutte biologique doivent être envisagées en 1^{er} lieu ».